

13 juillet 2010 06h00 | Par **BERNARD BROUSTET**

Jeu serré entre Ford et l'État

Après le retour de Ford dans le dossier de l'usine de Blanquefort, l'État veut paraître reprendre la main.



Ken Mac Farlane et Nick Caton, hauts dirigeants de Ford, et Francis Wilsius, ex délégué de FAI et conseiller régional, assistaient hier au comité de pilotage qui se tenait à la préfecture. PHOTO S. LARTIGUE

L'État, qui n'a pu, ces derniers mois, empêcher le dossier First Aquitaine Industrie de s'embourber, veut aujourd'hui reprendre la main. C'est du moins l'impression qu'a souhaité donner le préfet Dominique Schmitt pendant et après le comité de pilotage qui se tenait hier en fin d'après-midi au sujet de l'usine de Blanquefort.

Cinq mois après la précédente réunion organisée à Bercy sous la présidence de Christine Lagarde, les choses ont changé du tout au tout. Le plan stratégique de FAI qui avait alors reçu l'onction ministérielle, est aujourd'hui caduc. Et Ford, qui avait vendu l'an dernier l'usine de Blanquefort à la holding HZ, tout en lui laissant un épais matelas financier et des commandes jusqu'à fin 2011, a dû revenir dans la boucle. Ne serait-ce que pour éviter de se retrouver à court de transmissions du fait d'une montée de la tension sociale à Blanquefort.

Le comité de pilotage, auquel assistaient hier les grands élus, et les représentants de tous les syndicats, était donc marqué par la présence de deux hauts dirigeants de Ford : les vice-présidents Ken Mac Farlane et Nick Caton.

Volontarisme préfectoral

Le comité s'est tenu dans une atmosphère paisible. Les salariés de Ford venus escorter leurs représentants étaient moins nombreux

que les policiers mobilisés pour filtrer l'accès à la préfecture.

À l'issue des débats, le préfet Dominique Schmitt a tenu devant la presse des propos volontaristes et directifs. Il a déploré que le projet Atlas de diversification dans les grandes couronnes n'ait pas encore démarré. Tout en rappelant que l'État était prêt sur ce point à se substituer à l'un des établissements du pool bancaire, réticent à financer l'achat de machines, il a fermement invité les collectivités locales membres de la Société d'économie mixte en charge de la construction du bâtiment, à décider aujourd'hui même de l'augmentation de capital nécessaire à l'opération.

Dominique Schmitt a par ailleurs indiqué qu'un nouveau comité de pilotage aurait lieu dans 45 jours, et qu'un autre se tiendrait ensuite tous les mois. Il s'agira de faire ainsi le point sur l'objectif, évoqué hier par Ford, de trouver une série de projets pouvant permettre de créer 1 200 emplois de substitution d'ici à la fin 2011.

Ford : « pas de garanties »

Dans un entretien avec « Sud Ouest », Ken Mac Farlane, vice-président de Ford Europe, a cependant été clair : certes Ford, qui a décidé de déléguer à demeure à Blanquefort un cadre de haut rang et un consultant, s'est fixé pour objectif de présenter fin août un nouveau projet contribuant à alimenter le plan de charge futur, puis d'en présenter d'autres tous les 30 jours. Il n'y a pas cependant de garantie que ce rythme puisse être tenu et que la pérennisation de 1 200 emplois, en plus d'Atlas et du traitement thermique (300 emplois en cumulé) soit au rendez-vous. « Mais, de toute façon, si nous ne nous fixons pas d'objectif ambitieux, nous n'y arriverons pas », a souligné le dirigeant, insistant sur la nécessité de travailler en équipe, et évoqué la dimension à la fois « exigeante » et « positive » des discussions menées depuis quelques semaines avec les syndicats.

Prenant acte du retour de Ford dans le jeu, les élus et les représentants du personnel attendent des résultats concrets pour se prononcer sur l'évolution du dossier, qui malgré le maintien de l'énigmatique actionnaire allemand HZ dans le jeu, semble être revenu à la case départ. Ce qui semble sûr, en tout cas, c'est qu'un éventuel échec éclabousserait aussi bien Ford que l'État.